

17 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en Syrie et sur l'exception culturelle, à Lough Erne le 17 juin 2013.

QUESTION : « Concernant la Syrie, Monsieur le Président, comment qualifiez-vous l'attitude de Monsieur POUTINE ? Et est-ce que vous croyez encore à un progrès lors de ce G8 pour la résolution de ce conflit ? »

LE PRESIDENT : « Mon objectif dans ce G8, c'est de faire en sorte qu'il puisse y avoir une date, ou au moins un processus, nous conduisant à la conférence de Genève, c'est-à-dire à une solution politique. Nous savons que nous ne sommes pas d'accord avec Vladimir POUTINE à la fois sur les livraisons d'armes, les armes chimiques, la question du rapport au régime syrien. Donc ce qu'il nous faut faire, tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui sont réunis ici, c'est d'aller vers une solution politique à travers la conférence de Genève. Et chacun devant faire pression sur ceux qui sont les plus proches, pour Vladimir POUTINE, le régime syrien, et pour nous, l'opposition syrienne, pour qu'il puisse y avoir une conférence de Genève qui débouche véritablement sur une solution. »

QUESTION : « Y aura-t-il une date à la fin de ce G8 ? »

LE PRESIDENT : « Une date, je ne sais pas, c'est ce qui devrait normalement sortir de ce processus, en tout cas une étape. Je ne pense pas qu'il faille donner au G8 un objectif qui serait celui de trouver la solution, ce n'est pas le rôle d'ailleurs du G8. Il n'est pas un substitut à ce que est la communauté internationale. Or, ce que nous devons faire, c'est confirmer un processus qui doit aboutir à la conférence de Genève. »

QUESTION : « Il a beaucoup été question aussi aujourd'hui, au cours de cette première journée, des déclarations de José-Manuel BARROSO, le président de la Commission européenne. Elles ont suscité un certain émoi en France, comment les avez-vous reçues ? Et vous êtes-vous expliqué avec lui, a-t-il clarifié sa position ? »

LE PRESIDENT : « J'ai rencontré Monsieur BARROSO, puisqu'il est partie prenante de ce G8, et il représente la Commission européenne. Je lui ai dit que ses déclarations avaient suscité, comment dire, un certain émoi, une certaine surprise. Il s'en est expliqué, il le fera lui-même auprès de la presse. Mais ce dont nous avons convenu, c'est que la Commission est liée par le mandat qui a été négocié par les ministres, au nom des gouvernements de chacun de nos pays, et qu'à partir de là, c'est ce mandat-là qui engage la Commission européenne. Il n'y en a pas d'autre. L'idée qu'il puisse y avoir, à la fin de la négociation, retour sur la question des services audiovisuels, c'est possible, mais ça supposera l'accord unanime, donc celui de la France. Or, je lui ai dit dès le départ et je le dirai à la fin, il n'est pas question que l'exception culturelle puisse être dans la négociation. »

QUESTION : « Monsieur le Président, sur la Syrie, vous aviez l'intention de présenter des preuves à Vladimir POUTINE de l'utilisation de gaz sarin par la Syrie, par le régime syrien, est-ce que vous avez présenté ces preuves ? »

LE PRESIDENT : « J'ai dit que nous avions des éléments qui nous laissaient penser avec certitude que le gaz sarin avait été, hélas, utilisé, et que nous demandions donc au régime syrien de laisser le contrôle se faire sur ces armes chimiques, sur son territoire. Et je le répèterai encore tout au long de ces prochaines heures. »